

Les apprentis psychologues

Beaucoup a été dit à propos de cette séquence où, à la sortie d'un comité de concertation, le ministre de la Santé Frank Vandenbroucke (sp.a) révélait que la fermeture des commerces non essentiels était moins liée à des risques de contaminations qu'à la volonté de créer un «choc psychologique». On est pourtant loin d'avoir épuisé le sujet, et cette chronique n'y suffira certainement pas.

Au-delà de la bourde de communication, notre ministre de la Santé a, en effet, tout simplement révélé la logique, parfois difficile à déceler, derrière la politique belge en matière de confinement. Ainsi, si l'on impose un couvre-feu ou le port du masque dans une rue déserte, ce n'est pas parce l'air de Bruxelles est soudain devenu contagieux ou que le virus redouble de virulence à partir de 22h en Wallonie et de minuit en Flandre. Il s'agissait de faire en sorte que la population adopte les bons comportements.

Or il a toujours été soutenu que les douloureuses mesures anti-Covid étaient prises sur des bases scientifiques, que l'on croyait d'ordre sanitaire. Ce qui apparaît désormais, c'est que la «base scientifique» en question consiste simplement à estimer que ces mesures ont l'impact psychologique adéquat.

Les experts en question

Il est d'ailleurs largement admis que c'est l'attitude des Belges et le suivi des mesures qui détermineront le succès dans la lutte contre l'épidémie. Mais il convient alors de se poser cette question fondamentale: s'il s'agit de faire évoluer les comportements, avons-nous les bons experts aux commandes? La réponse à cette question ne peut être que négative.

En effet, on se demande comment l'aréopage d'infectiologues, de virologues, de microbiologistes et de biostatisticiens qui peuplent les comités les plus influents pourrait, a priori, avoir une quelconque compétence pour maîtriser les ressorts qui permettent de convaincre une population de modifier ses comportements et de s'y tenir. Autant demander à des sociologues ou à des psychologues de s'atteler à la confection d'un vaccin.

Lorsque le Covid-19 est apparu et qu'il s'agissait de comprendre sa nature, il était tout à fait logique d'avoir virologues et médecins au premier plan. Mais une fois qu'il était clair que la clé résidait dans les comportements adoptés par la population, il était tout aussi logique d'intégrer les



Largement critiquée lors de l'assouplissement des mesures anti-Covid, Sophie Wilmès avait su, grâce à son empathie, susciter adhésion et rassemblement. © PHOTONEWS

experts en sciences sociales (sociologues, psychologues, experts en communication) à l'aide dans le processus de décision. Leur mise à l'écart persistante est aussi incompréhensible que dommageable.

Mesures insupportables

Comme l'a écrit Nassim Nicholas Taleb, «le problème avec les experts, c'est qu'ils n'ont aucune idée de ce qu'ils ignorent». N'ayant aucune idée de leurs lacunes dans le domaine des sciences sociales, nos virologues stariifiés se sont aventurés avec entrain et assurance sur un terrain pour eux inconnu. Souvent pour le pire. Nous avons ainsi eu droit à des considérations dignes de commentaires Facebook sur les Belges indisciplinés qui trouvent toujours un moyen pour échapper à la règle. Ceci alors que le soutien et le suivi des mesures de confinement étaient au plus haut au début de la crise. Ce soutien a perduré jusqu'à ce que ces mesures deviennent insupportables pour une partie de la population.

Face à la défiance croissante, la réponse a consisté, non à convaincre ou à adapter les règles, mais à les multiplier. Le fait que certaines – comme la bulle sociale – soient,

in fine, impossibles à suivre ne semble émouvoir personne. Au contraire, on l'a fait passer de cinq contacts par mois à trois puis un. Prescription toujours plus irréaliste et toujours moins suivie. Mais après tout, un patient hospitalisé ne refuse pas son traitement. Pourquoi en serait-il autrement dans la population?

Objectifs réalistes

N'importe quel enseignant ou manager sait pourtant que la première qualité d'un objectif est d'être réaliste. Sur cette question, la comparaison la plus pertinente avec une épidémie passée a probablement été faite par le sociologue David Paternotte [1]. Il soulignait que si, au moment de l'apparition du sida, le message officiel avait consisté à prôner l'abstinence, il n'aurait pas été entendu.

Or ce que nous demandent les autorités aujourd'hui, c'est une quasi-abstinence en matière de relations sociales. Une demande bien plus irréaliste que l'abstinence sexuelle. Le résultat est, sans surprise, un désastre économique, social et psychologique. Il est à la mesure de la méconnaissance des conséquences des

confinements par ceux qui les préconisent. Jamais probablement on n'a pris des décisions aussi lourdes sur la base d'avis aussi peu étayés, émanant de personnes incompetentes sur des aspects essentiels du problème posé.

Intelligence émotionnelle

On répondra à juste titre que ces experts incompetents en sciences humaines ne sont que des experts, et que c'est aux politiques de trancher. En contact beaucoup plus direct avec la population et son ressenti, c'est à eux d'estimer quelles mesures sont supportables ou non. Le problème, c'est que Franck Vandenbroucke et Alexander De Croo semblent n'avoir qu'une seule hantise: ne pas suivre les avis des experts.

M. Vandenbroucke est certainement, comme on le répète assez souvent, un homme très intelligent. Mais il lui manque apparemment cette intelligence émotionnelle, essentielle en politique.

Le choix de l'empathie

Sur ce point, il apparaît comme l'exact inverse d'une Sophie Wilmès qui avait su, grâce à son empathie, susciter adhésion et rassemblement au moment où elle était Première ministre. C'est peut-être cette compréhension du ressenti de la population qui l'avait conduite, à la fin du mois de septembre, à légèrement relâcher la bride. On lui a depuis beaucoup reproché ce relâchement. En réalité, il s'agissait alors d'assouplir certaines mesures qui étaient très peu suivies. Les experts dont elle avait, pour une fois, osé ne pas suivre l'avis, lui ont opportunément imputé le rebond épidémique constaté ensuite. C'était pourtant confondre corrélation et causalité, en omettant que la seconde vague a frappé toute l'Europe.

Précisons que, même après les assouplissements du 23 septembre, la Belgique imposait un cocktail de mesures parmi les plus stricts du continent. Depuis, ce «relâchement» a été érigé en repoussoir absolu. Après la sortie de notre ministre de la Santé, il semble pourtant qu'il n'y ait plus d'autre choix que de revenir à une politique plus réaliste. À défaut, le non-respect de règles impossibles à suivre apparaîtra au grand jour à l'occasion des fêtes de fin d'année. Que resterait-il, alors, de l'autorité et de la crédibilité de ceux qui les ont édictés?

[1] «Le discours des autorités est très familiariste, voire puritain», Le Soir, 27/11/2020.



VINCENT
LABORDERIE

Politologue
à l'UCLouvain

La mise à l'écart persistante des experts en sciences sociales serait un non sens doublé d'une erreur.